



## Communiqué de presse

66/22

Montreuil, le 6 juillet 2022.

### Remaniement ministériel : le jeu des chaises musicales continue...

Il en a rêvé en se rasant tous les matins : BRAUN

Suite au rapport de la Mission Flash sur les urgences et soins non programmés, Dr Braun est nommé Ministre de la Santé et de la Prévention. Comment cautionner la nomination d'une personne qui a ouvertement préconisé « l'organisation d'un triage paramédical à l'entrée des services d'urgences » ? (CP du 1<sup>er</sup> juillet).

Il recommande également le fonctionnement en mode dégradé de certains services, ce qui pour notre organisation est une preuve du mépris des conditions de travail des agents et salariés déjà soumis à de fortes contraintes.

Notre Fédération alerte le gouvernement depuis plusieurs mois sur les dangers encourus pour la population suite aux nombreuses fermetures de services d'urgences, de maternité et de lits d'hospitalisation complète et d'autres structures dans un contexte de nouvelle crise sanitaire avec l'arrivée de la 7<sup>ème</sup> vague COVID

Le comble du comble

Mr Jean-Christophe Combe, ancien Directeur de la Croix-Rouge française, accède au Ministère des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées. Pour la CGT, la nomination de Mr Combe à ce ministère est une aberration quand on sait que ce dernier a effectué des plans d'économies, des financements publics non utilisés dans la filière du handicap alors que les professionnels sont sous payés et en sous-effectif. Il représente le virage financier de la Croix-Rouge française où la valorisation de l'immobilier, les logiques de rentabilité et de performances prennent le dessus.

Décidément le gouvernement de la Première ministre nommé ce lundi, ne respecte pas la parité « réelle », selon le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE), une instance consultative indépendante (11 hommes et 5 femmes).

Une armée mexicaine d'employés grassement payée au service du capital !!!

Nous constatons que la politique du gouvernement est les démantèlements de l'hôpital public, des établissements du sanitaire, du médico-social et du social.

Nous attendons des actes qui nous prouveraient le contraire.